



Communiqué

AGENDA SOCIAL DE LA FONCTION PUBLIQUE : L'URGENCE EST AUX MESURES CONCRÈTES

La réunion du 4 septembre sur l'agenda social de la Fonction Publique, présidée par Marylise LEBRANCHU, a été l'occasion d'importants échanges.

A l'écoute des propos de Madame la ministre, la CGT a, une nouvelle fois, noté un ton et des orientations profondément différents de ses prédécesseurs, tant mieux.

La Fonction Publique et ses agents sont présentés comme des atouts pour notre pays et les politiques régressives antérieures sont stigmatisées : ce n'est pas la CGT qui va se plaindre.

Des dossiers majeurs comme, entre autres, l'égalité professionnelle, la pénibilité, le dialogue social et les moyens syndicaux, la grille indiciaire sont ouverts ou ré-ouverts : la CGT s'en félicite.

Mais à quelques exceptions, les mesures concrètes se font attendre.

Plus problématique encore, sur l'emploi et les effectifs, on en reste strictement aux premières décisions gouvernementales qui, pour de nombreux secteurs, sont synonymes de poursuite, voire d'aggravation de la pénurie.

Quant à la question brûlante et essentielle des salaires, Marylise Lebranchu demeure muette à la demande quasi unanime de revalorisation de la valeur du point. Or, malheureusement, dans le cas d'espèces, qui ne dit mot ne consent pas...

Pour la CGT, le compte n'y est pas.

Ce qui n'était pas acceptable hier ne saurait l'être aujourd'hui.

Oui, au delà des trois secteurs déclarés prioritaires, des créations nettes d'emplois sont indispensables.

Oui, il faut augmenter les salaires des agents de la Fonction publique notamment par la valeur du point.

Oui, il faut abroger le jour de carence.

Avec les personnels, la CGT entend bien avoir des réponses satisfaisantes sur ces légitimes attentes.

Avec les personnels, la CGT entrera de manière constructive et offensive dans toutes les futures négociations.

Avec les personnels, la CGT prendra ses responsabilités au regard des mesures concrètes qui seront prises.

Montreuil, le 5 septembre 2012